

Echelles de traitement classe 22 ans

148	259	300
679 411 – 1 120 300 3/1 × 22 216 1/2 × 32 103 6/2 × 31 103 5/2 × 31 104	634 089 – 1 049 979 3/1 × 21 326 12/2 × 29 326	663 416 – 1 079 306 3/1 × 21 326 12/2 × 29 326
301	384	
679 411 – 1 183 279 3/1 × 22 216 12/2 × 36 435	678 522 – 1 094 412 3/1 × 21 326 12/2 × 29 326	

Echelles de traitement classe 24 ans

501	542
850 920 – 1 500 526 3/1 × 27 548 11/2 × 51 542	799 378 – 1 448 984 3/1 × 27 548 11/2 × 51 542

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 janvier 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

La Ministre flamand de l'Enseignement et de la Formation,

M. VANDERPOORTEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 1046

[C – 2002/27295]

7 MARS 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 143 du Code wallon du Logement dans le cadre des opérations de fusion ou de restructuration approuvées par le Gouvernement wallon en sa séance du 18 octobre 2001

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement, notamment les articles 126, 138, 143 et 145 dudit Code;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 octobre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 octobre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement le 18 octobre 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 30 janvier 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant les opérations de fusion et de restructuration des sociétés de logement de service public adoptées par le Gouvernement wallon en date du 18 octobre 2001;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o le Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2^o le Code : le Code wallon du Logement, institué par le décret du 29 octobre 1998;

3^o la Société wallonne : la Société wallonne du Logement;

4^o la société : une société de logement de service public concernée par les opérations de fusion ou de restructuration telles qu'adoptées par le Gouvernement wallon en date du 18 octobre 2001;

5^o opérations de fusion ou restructuration : les opérations de fusion ou restructuration des sociétés de logement de service public telles qu'adoptées par le Gouvernement wallon en date du 18 octobre 2001;

6^o opérations de restructuration : les opérations de restructuration des sociétés de logement de service public telles qu'adoptées par le Gouvernement wallon en date du 18 octobre 2001.

Art. 2. En vue d'assurer l'indemnisation prévue à l'article 143 du Code, chaque société procède à un versement annuel, sur un compte spécial à la Société wallonne, d'un montant forfaitaire de 600 euros par logement supplémentaire reçu suite aux opérations de restructuration et ce, pendant 3 années à dater du transfert de patrimoine.

Art. 3. Pour l'octroi de l'indemnisation sur la base de l'article 143 du Code, la société doit répondre aux conditions suivantes :

1° a) soit, avoir payé des frais d'actes notariés et revisoraux liés à des opérations de fusion ou de restructuration;

b) soit, suite à la réalisation des opérations de restructuration, avoir à sa charge, au jour de l'introduction de sa demande, un nombre de membres de personnel supérieur à celui existant au 31 décembre 2000 et ce, en raison du transfert de membres du personnel d'une autre société;

c) soit, suite à une opération de restructuration, avoir transféré du patrimoine à une autre société, sans lui avoir transféré des membres de son personnel;

d) soit, suite à la réalisation des opérations de fusion ou de restructuration, avoir reçu un certain nombre de logements qui ne respectent pas les normes minimales de salubrité déterminées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions;

e) soit, dans le cadre de la réalisation des opérations de restructuration, prétendre à une valeur de transfert des biens transférés, telle que déterminée sous le point 2°, positive;

f) soit, dans le cadre de la réalisation des opérations de restructuration, prétendre à une valeur de transfert des biens reçus, telle que déterminée sous le point 2°, négative;

g) soit, suite à la réalisation des opérations de restructuration, subir une diminution de ses fonds propres suite à la désaffiliation d'une commune ou d'un centre public d'aide sociale;

2° assurer que la valeur de transfert des immeubles bâtis et non bâtis corresponde à la différence entre, d'une part, la valeur comptable résiduelle enregistrée à l'actif du bilan et, d'autre part, les dettes y afférentes (avances et prêts accordés en vue de l'acquisition, de la construction, de la restauration et de la réhabilitation des logements de la société), sur base de la situation bilantaire arrêtée l'année qui précède celle de la date du transfert de la propriété, à laquelle :

— d'une part, on ajoute la valeur, à la date du transfert; des travaux exécutés et/ou en cours d'exécution l'année du transfert sur le patrimoine concerné par le transfert;

— d'autre part, selon les cas, on ajoute ou on soustrait la valeur, à la date du transfert, des variations intervenues l'année du transfert sur le patrimoine concerné par le transfert.

La valeur de transfert ainsi obtenue doit recueillir l'accord de la Société wallonne;

3° assurer que le remboursement de capital, total ou partiel, éventuellement effectué à un coopérateur se limite à la valeur nominale libérée, sans qu'il lui soit attribué une part des réserves, plus-values et autres fonds y assimilés au point de vue comptable et fiscal;

4° assurer, qu'en cas de liquidation d'une société, les actifs qui subsistent après apurement du passif et remboursement du capital versé soient versés à une société désignée par la Société wallonne, et qui accepte, ou à défaut, à la Société wallonne elle-même;

5° introduire une demande d'octroi d'une indemnisation auprès de la Société wallonne, selon le modèle que celle-ci détermine.

Art. 4. Afin d'indemniser une société qui se trouve dans le cas visé à l'article 3, 1°, a), une indemnité forfaitaire de 50 euros par logement additionnel est attribuée par le Ministre, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, sur la base d'une proposition de la Société wallonne.

Art. 5. § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 3, 1°, b) et c), les modalités d'octroi de l'indemnisation sont les suivantes :

1° les avoirs en compte spécial visé à l'article 2 sont répartis entre les sociétés au titre d'indemnisation, dans la limite des disponibilités, annuellement, sur introduction d'une demande par la société, pendant un maximum de 3 années, et, pour la première fois, au 31 décembre de l'année du transfert du patrimoine, selon les modalités définies au point 2° ci-après;

2° le montant alloué annuellement à une société est égal au montant résultant d'une application de la formule suivante :

$$\text{Montant alloué} = 40.000 \text{ €} * X$$

où X représente le nombre d'équivalents temps plein concernés, étant entendu que 100 logements transférés ou reçus donnent droit à un 1,5 équivalent temps plein concerné;

En tous cas, le nombre d'équivalents temps plein effectivement pris en compte est arrondi à l'unité inférieure ou à l'unité supérieure selon que le chiffre des dixièmes atteint ou non cinq.

§ 2. La Société wallonne est chargée de la mise en œuvre du mécanisme d'indemnisation posé au § 1^{er}.

Art. 6. Afin d'indemniser une société qui se trouve dans le cas visé à l'article 3, 1°, d), la Société wallonne réserve prioritairement, dans le respect de l'article 126 du Code, une partie de ses programmes d'investissements au financement des travaux de réhabilitation ou de restructuration des logements concernés.

Art. 7. Afin d'indemniser une société qui se trouve dans le cas visé à l'article 3, 1°, e), la Société wallonne transfère, à la date de transfert du patrimoine, du compte courant ordinaire de la société cessionnaire au compte courant ordinaire de la société cédante, une somme égale à la valeur de transfert.

La Société wallonne accorde, dans ce dernier cas, un prêt à un taux préférentiel qu'elle détermine, à la société cessionnaire et ce, à concurrence d'une somme égale à la valeur de transfert.

Art. 8. Afin d'indemniser une société qui se trouve dans le cas visé à l'article 3, 1°, f), la Société wallonne transfère, à la date de transfert du patrimoine, du compte courant ordinaire de la société cédante au compte courant ordinaire de la société cessionnaire, une somme égale à la valeur de transfert.

La Société wallonne accorde, dans ce dernier cas, un prêt à un taux préférentiel qu'elle détermine, à la société cédante et ce, à concurrence d'une somme égale à la valeur de transfert.

Art. 9. Afin d'indemniser une société qui se trouve dans le cas visé à l'article 3, 1°, g), la Région wallonne souscrit au capital des sociétés, dans la limite des crédits budgétaires disponibles et sans préjudice de l'article 138, § 1^{er}, du Code, à due concurrence.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Art. 11. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 mars 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 1046

[C — 2002/27295]

7. MÄRZ 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Durchführung von Artikel 143 des Wallonischen Wohngesetzbuches im Rahmen der von der Regierung in ihrer Sitzung vom 18. Oktober 2001 genehmigten Fusions- oder Umstrukturierungsmaßnahmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 126, 138, 143 und 145 des besagten Gesetzbuches;

Aufgrund des am 17. Oktober 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Oktober 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2001 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats, das innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugeben ist;

Aufgrund des am 30. Januar 2002 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates;

In Erwägung der am 18. Oktober 2001 von der Regierung angenommenen Operationen zur Fusion und Umstrukturierung der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° das Gesetzbuch: das durch das Dekret vom 29. Oktober 1998 eingeführte Wallonische Wohngesetzbuch;

3° die Wallonische Gesellschaft: die «Société wallonne du Logement» (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft);

4° die Wohnungsbaugesellschaft: eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes, die durch die am 18. Oktober 2001 von der Wallonischen Regierung angenommenen Fusions- und Umstrukturierungsmaßnahmen betroffen ist;

5° Fusions- oder Umstrukturierungsmaßnahmen: die am 18. Oktober 2001 von der Wallonischen Regierung angenommenen Operationen zur Fusion und Umstrukturierung der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes;

6° Umstrukturierungsmaßnahmen: die am 18. Oktober 2001 von der Wallonischen Regierung angenommenen Operationen zur Umstrukturierung der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes.

Art. 2 - Zur Gewährleistung der in Artikel 143 des Gesetzbuches vorgesehenen Entschädigung zahlt jede Wohnungsbaugesellschaft jährlich während drei Jahren ab der Vermögensübertragung je zusätzliche Wohnung, die infolge der Umstrukturierungsmaßnahmen erhalten wurde, einen Pauschalbetrag von 600 Euro auf ein Sonderkonto der «Société wallonne du Logement» ein.

Art. 3 - Für die Erteilung der Entschädigung aufgrund von Artikel 143 des Gesetzbuches muss die Wohnungsbaugesellschaft die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° a) entweder Kosten für notarielle und Revisionsurkunden in Zusammenhang mit Fusions- oder Umstrukturierungsmaßnahmen gezahlt haben;

b) oder infolge von Umstrukturierungsmaßnahmen am Tag der Antragstellung wegen der Übernahme von Personalmitgliedern einer anderen Wohnungsbaugesellschaft einen höheren Personalbestand als am 31. Dezember 2000 haben;

c) oder, infolge einer Umstrukturierungsmaßnahme an eine andere Wohnungsbaugesellschaft Vermögensgüter ohne Personalübertragung übertragen haben;

d) oder infolge von Fusions- oder Umstrukturierungsmaßnahmen mehrere Wohnungen erhalten haben, die den Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit nicht genügen, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen festgesetzt worden sind;

e) oder im Rahmen der Umstrukturierungsmaßnahmen einen positiven Übertragungswert der übertragenen Güter, so wie dieser unter Punkt 2° berechnet wird, beanspruchen können;

f) oder im Rahmen der Umstrukturierungsmaßnahmen einen negativen Übertragungswert der erhaltenen Güter, so wie dieser unter Punkt 2° berechnet wird, beanspruchen können;

g) oder nach den Umstrukturierungsmaßnahmen infolge der Beendigung der Mitgliedschaft einer Gemeinde oder eines öffentlichen Sozialhilfezentrums eine beträchtliche Verminderung des Eigenkapitals erleiden;

2° - dafür sorgen, dass der Übertragungswert der bebauten und nicht bebauten Immobiliengüter dem Unterschied zwischen dem in den Aktiva der Bilanz verbuchten Restbuchwert einerseits und den diesbezüglichen Schulden (Vorschüsse und Darlehen zum Erwerb, Bau, zur Renovierung und Sanierung der Wohnungen der Wohnungsbaugesellschaft) andererseits entspricht, auf der Grundlage der in dem Jahr vor dem Jahr der Eigentumsübertragung abgeschlossenen Bilanzlage; diesem Wert:

— wird einerseits der am Tag der Übertragung geltende Wert der Arbeiten, die im Jahr der Übertragung an dem durch diese Maßnahme betroffenen Vermögen schon ausgeführt oder im Gang sind, hinzugefügt.

— wird andererseits der Wert am Tag der Übertragung der im Jahr der Übertragung stattgefundenen Änderungen an dem durch diese Maßnahme betroffenen Vermögen je nach Fall hinzugefügt oder abgezogen.

Der so berechnete Übertragungswert muss von der Wallonischen Gesellschaft gebilligt werden.

3° dafür sorgen, dass sich die gesamte oder teilweise Rückzahlung des Kapitals, die ggf. zugunsten eines Genossenschaftsmitglieds getätigt wird, auf den ausgezahlten Nennwert beschränkt, ohne dass ihm ein Teil der Rücklagen, Mehrwerte und sonstigen in buchmäßiger oder steuerlicher Hinsicht gleichgestellten Gelder zugeteilt wird;

4° im Falle der Auflösung einer Wohnungsbaugesellschaft darauf achten, dass die Aktiva, die nach Bereinigung der Passiva und Rückzahlung des eingezahlten Kapitals übrig bleiben, einer von der Wallonischen Gesellschaft bezeichneten Wohnungsbaugesellschaft, die sie annimmt, oder mangels dessen der Wallonischen Gesellschaft selbst gezahlt werden;

5° - einen Antrag auf die Erteilung einer Entschädigung bei der Wallonischen Gesellschaft nach dem von dieser festgelegten Muster einreichen.

Art. 4 - Zur Entschädigung einer Wohnungsbaugesellschaft, die sich in dem in Artikel 3, 1°, a) erwähnten Fall befindet, wird innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel auf Vorschlag der Wallonischen Gesellschaft eine Pauschalvergütung von 50 Euro je zusätzliche Wohnung vom Minister zugeteilt.

Art. 5 - § 1. In den in Artikel 3, 1°, b) und c) erwähnten Fällen sind die Modalitäten für die Erteilung der Entschädigung die Folgenden:

1° - Das Guthaben auf dem in Artikel 2 erwähnten Sonderkonto wird jährlich nach Einreichung eines Antrags durch die Wohnungsbaugesellschaft innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Mittel während höchstens 3 Jahren und zum ersten Mal am 31. Dezember des Jahres der Vermögensübertragung nach den unter dem nachstehenden Punkt 2° definierten Modalitäten unter die Wohnungsbaugesellschaften als Entschädigung verteilt;

2° - Der einer Wohnungsbaugesellschaft jährlich zugeteilte Betrag entspricht dem Betrag, der sich aus der Anwendung der folgenden Formel ergibt:

$$\text{Zugeteilter Betrag} = 40.000 \text{ €} * X$$

wo X der Anzahl der betroffenen Vollzeiteneinheiten entspricht, wobei vorausgesetzt wird, dass 100 übertragene oder erhaltene Wohnungen Anspruch auf 1,5 betroffene Vollzeiteneinheiten geben;

Auf jeden Fall wird die tatsächlich berücksichtigte Anzahl der Vollzeiteneinheiten auf die nächste ganze Zahl abzw. aufgerundet, je nachdem die Zehntelstelle fünf erreicht oder nicht.

§ 2 - Die Wallonische Gesellschaft wird mit der Durchführung des in § 1 festgelegten Entschädigungsmechanismus beauftragt.

Art. 6 - Zur Entschädigung einer Wohnungsbaugesellschaft, die sich in dem in Artikel 3, 1°, d) erwähnten Fall befindet, behält die Wallonische Gesellschaft unter Beachtung von Artikel 126 des Gesetzbuches einen Teil ihrer Investitionsprogramme vorrangig zur Finanzierung von Sanierungs- oder Umgestaltungsarbeiten an den betroffenen Wohnungen vor.

Art. 7 - Zur Entschädigung einer Wohnungsbaugesellschaft, die sich in dem in Artikel 3, 1°, e) erwähnten Fall befindet, überträgt die Wallonische Gesellschaft am Datum der Vermögensübertragung vom gewöhnlichen laufenden Konto der übernehmenden Wohnungsbaugesellschaft auf das gewöhnliche laufende Konto der abtretenden Gesellschaft einen Betrag, der dem Übertragungswert entspricht.

In diesem Fall bewilligt die «Société wallonne du Logement» der übernehmenden Wohnungsbaugesellschaft ein Darlehen in gleicher Höhe wie der Übertragungswert zu einem vergünstigten Zinssatz, der von ihr bestimmt wird.

Art. 8 - Zur Entschädigung einer Wohnungsbaugesellschaft, die sich in dem in Artikel 3, 1°, f) erwähnten Fall befindet, überträgt die Wallonische Gesellschaft am Datum der Vermögensübertragung vom gewöhnlichen laufenden Konto der abtretenden Wohnungsbaugesellschaft auf das gewöhnliche laufende Konto der übernehmenden Gesellschaft einen Betrag, der dem Übertragungswert entspricht.

In diesem Fall bewilligt die «Société wallonne du Logement» der abtretenden Wohnungsbaugesellschaft ein Darlehen in gleicher Höhe wie dem Übertragungswert zu einem vergünstigten Zinssatz, der von ihr bestimmt wird.

Art. 9 - Zur Entschädigung einer Wohnungsbaugesellschaft, die sich in dem in Artikel 3, 1°, g) erwähnten Fall befindet, beteiligt sich die Wallonische Gesellschaft in entsprechender Höhe am Kapital der Wohnungsbaugesellschaften innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel und unbeschadet von Artikel 138, § 1 des Gesetzbuches.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 7. März 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 1046

[C - 2002/27295]

7 MAART 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 143 van de Waalse Huisvestingscode in het kader van de fusie- of herstructureringsverrichtingen die door de Waalse Regering tijdens de vergadering van 18 oktober 2001 werden goedgekeurd

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 126, 138, 143 en 145 van deze Code;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 oktober 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 2001;

Gelet op de beraadslaging van de regering van 18 oktober 2001 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 30 januari 2002 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister bevoegd voor Huisvesting;

2° Code : de Waalse Huisvestingscode, ingevoerd bij het decreet van 29 oktober 1998;

3° « Société wallonne » : de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij);

4° maatschappij : één openbare huisvestingsmaatschappij betrokken bij de fusie- of herstructureringsverrichtingen zoals aangenomen door de Waalse Regering op 18 oktober 2001;

5° fusie- of herstructureringsverrichtingen : de verrichtingen met het oog op de fusie of herstructurering van de openbare huisvestingsmaatschappijen, zoals aangenomen door de Waalse Regering op 18 oktober 2001;

6° herstructureringsverrichtingen : de verrichtingen met het oog op de herstructurering van de openbare huisvestingsmaatschappijen, zoals aangenomen door de Waalse Regering op 18 oktober 2001.

Art. 2. Om de in artikel 143 van de Code bepaalde vergoeding uit te betalen, stort iedere maatschappij jaarlijks op een bijzondere rekening aan de « Société wallonne » een forfaitair bedrag van 600 euro per bijkomende woning die na de herstructureringsverrichtingen ontvangen is, tijdens drie jaar vanaf de overdracht van het vermogen.

Art. 3. Voor de toekenning van de vergoeding op grond van artikel 143 van de Code moet de maatschappij volgende voorwaarden vervullen :

1° a) ofwel de kosten van de notariële en revisorakten verbonden aan fusie- en herstructureringsverrichtingen betaald hebben;

b) ofwel, na het doorvoeren van de herstructureringsverrichtingen, op de dag waarop de aanvraag is ingediend, een groter aantal personeelsleden tewerkstellen dan het aantal op 31 december 2000 omwille van de overdracht van personeelsleden van een andere maatschappij;

c) ofwel na een herstructureringsverrichting, een vermogen aan een andere maatschappij overgedragen hebben, zonder leden van haar personeel te hebben overgedragen;

d) ofwel na het doorvoeren van de fusie- of herstructureringsverrichtingen, een bepaald aantal woningen hebben ontvangen waarvoor de minimumvoorwaarden inzake gezondheid niet in acht worden genomen zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald;

e) ofwel in het kader van het doorvoeren van de herstructureringsverrichtingen aanspraak maken op een positieve overdrachtswaarde van de overgedragen goederen, zoals bepaald onder punt 2°;

f) ofwel in het kader van het doorvoeren van de herstructureringsverrichtingen aanspraak maken op een negatieve overdrachtswaarde van de ontvangen goederen, zoals bepaald onder punt 2°;

g) ofwel, ingevolge de verwezenlijking van herstructureringsverrichtingen, een vermindering van de eigen inbreng ondergaan na opzegging van het lidmaatschap door een gemeente of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

2° ervoor zorgen dat de waarde van de overdracht van bebouwde en onbebouwde onroerende goederen overeenstemt met het verschil tussen, enerzijds, de overblijvende boekhoudwaarde op de balansactiva en, anderzijds, de daaraan verbonden schulden (voorschotten en leningen die toegekend zijn met het oog op de verwerving, de bouw, de restauratie en de sanering van woningen van de maatschappij), op grond van de balanssituatie die vastgesteld werd in het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de overdracht van de eigendom plaatsvond, waaraan :

— enerzijds, de waarde toegevoegd wordt, op de datum van de overdracht, van de werken die zijn uitgevoerd of worden uitgevoerd tijdens het jaar waarin de overdracht plaatsvond naar het vermogen betrokken bij de overdracht;

— anderzijds, al naar gelang het geval, wordt de waarde toegevoegd of afgetrokken, op de datum van de overdracht, van de verschillen die zijn opgetreden in het jaar waarin de overdracht plaatsvond naar het vermogen betrokken bij de overdracht.

De waarde van de overdracht die aldus is verkregen, moet de instemming krijgen van de « Société wallonne »;

3° ervoor zorgen dat de terugbetaling van het kapitaal, geheel of gedeeltelijk, eventueel voor een coöperator, beperkt blijft tot de volgestorte nominale waarde, zonder dat er een reservedeel, deel van de meerwaarde of andere daarmee gelijkgestelde fondsen aan worden gehecht vanuit boekhoudkundig of fiscaal standpunt;

4° ervoor zorgen dat in geval van vereffening van een vennootschap, de activa die overblijven na zuivering van de passiva en terugbetaling van het gestorte kapitaal gestort worden aan een vennootschap die aangewezen wordt door de « Société wallonne » en die aanvaardt, of bij gebreke daarvan, aan de « Société wallonne » zelve;

5° een aanvraag tot toekenning van een vergoeding indienen bij de « Société wallonne », volgens het model dat laatstgenoemde vaststelt.

Art. 4. Om een maatschappij die zich in het geval bedoeld in artikel 3, 1°, a) bevindt, te vergoeden, wordt er een forfaitaire vergoeding van 50 euro per bijkomende woning verleend door de Minister, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, op grond van een voorstel van de « Société wallonne ».

Art. 5. § 1. In de gevallen bedoeld in artikel 3, 1°, b) en c) zijn de modaliteiten voor de toekenning van de vergoeding de volgende :

1° het tegoed op de bijzondere rekening bedoeld in artikel 2 wordt verdeeld onder de maatschappijen als vergoeding, binnen de perken van de beschikbare middelen, jaarlijks, na indiening van een aanvraag door de maatschappij, tijdens een maximum van drie jaar en, voor de eerste keer, op 31 december van het jaar waarin de overgang van vermogen plaatsvindt, volgens de modaliteiten bepaald onder punt 2° hierna vermeld;

2° het jaarlijks aan een maatschappij toegekende bedrag is gelijk aan het bedrag voortvloeiende uit de toepassing van volgende formule :

toegekend bedrag = 40.000 € * X

waarbij X het aantal betrokken voltijds equivalente arbeidsplaatsen vertegenwoordigt, met dien verstande dat 100 overgedragen of gekregen woningen recht geven op anderhalve betrokken voltijdse arbeidsplaats;

In elk geval wordt het aantal voltijds equivalente arbeidsplaatsen dat in overweging wordt genomen afgerond naar de lagere of de hogere eenheid al naar gelang het cijfer van de tientallen al dan niet vijf bereikt.

§ 2. De « Société wallonne » wordt belast met de uitvoering van het vergoedingsmechanisme bedoeld in 1.

Art. 6. Om een maatschappij die zich in het geval bedoeld in artikel 3, 1°, d) te vergoeden, reserveert de « Société wallonne » bij voorrang mits naleving van artikel 126 van de Code een deel van haar investeringsprogramma's voor de financiering van de sanerings- of herstructureringswerken voor de betrokken woningen.

Art. 7. Om een maatschappij die zich in het geval bedoeld in artikel 3, 1°, e) te vergoeden draagt de « Société wallonne » op de datum van de overdracht van het vermogen een bedrag gelijk aan de waarde van de overdracht over van de gewone rekening van de overnemende maatschappij naar de gewone rekening van de afstaande maatschappij.

De Waalse Huisvestingsmaatschappij kent in dat laatste geval een lening toe aan de overnemende maatschappij tegen een voorkeurstarief dat eerstgenoemde zelf bepaalt en dit ten belope van een bedrag dat gelijk is aan de waarde van de overdracht.

Art. 8. Om een maatschappij die zich in het geval bedoeld in artikel 3, 1°, f) te vergoeden, draagt de « Société wallonne » op de datum van de overdracht van het vermogen een bedrag gelijk aan de waarde van de overdracht over van de gewone rekening van de overnemende maatschappij naar de gewone rekening van de afstaande maatschappij.

De Waalse Huisvestingsmaatschappij kent in dat laatste geval een lening toe aan de overnemende maatschappij tegen een voorkeurstarief dat eerstgenoemde zelf bepaalt en dit ten belope van een bedrag dat gelijk is aan de waarde van de overdracht.

Art. 9. Om een maatschappij die zich in het geval bedoeld in artikel 3, 1°, g) te vergoeden, schrijft het Waalse Gewest overeenstemmend in op het kapitaal van de maatschappijen, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en onverminderd artikel 138, § 1, van de Code.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 maart 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

